

Pierre Monatte : La classe ouvrière reprend confiance en elle (10 juillet 1936)

Tout le monde est d'accord sur l'importance extraordinaire du mouvement de grèves de mai-juin. On a parlé du plus formidable, du plus gigantesque conflit social qu'ait jamais connu la République. A coup sûr, c'est un mouvement comme on n'en voit que tous les quinze ou vingt ans.

C'est le troisième grand mouvement que je vois. J'avais déjà vu 1906 et 1919-20. L'explosion de 1936 est plus formidable. Au moins le paraît-elle. Peut-être cela tient-il surtout à ce qu'elle a surpris davantage.

Le mouvement pour les huit heures de 1906 avait été préparé pendant deux ans, ayant été décidé au congrès confédéral de Bourges en 1904; on l'attendait donc. Le mouvement de 1919-1920 fut une sorte de revanche de ce qu'on avait enduré tant à l'usine qu'au front pendant des années de guerre; on l'attendait aussi. Mais on n'osait pas attendre, au moins aussi proche et aussi magnifique, l'explosion du mois dernier. Nous nous disions bien, les vieux, que cela viendrait. Tant de misère, tant de contrainte, tant d'oppression devait aboutir à une flambée de révolte. Mais quand ?

Dans son article de l'autre quinzaine, «La vie et la grève des métallos», un article qui ouvre et éclaire notre historique du dernier mouvement, S. Galois (1) en a montré la cause profonde et le facteur décisif. L'esclavage dans l'usine moderne, la souffrance accumulée pendant des années, tout ce que le patronat avait réussi à imposer depuis la défaite ouvrière de 1919-1920, sur laquelle étaient venues s'appesantir la rationalisation, puis la crise économique, voilà la cause profonde, la cause essentielle des dernières grèves. Le facteur décisif de leur déclenchement, ç'a été la venue du gouvernement de Front populaire. Enfin la police ne serait plus au service du patron ! Enfin le gouvernement serait, sinon bienveillant, au moins neutre! Du coup, on n'a pas eu la force de supporter plus longtemps. Pas même d'attendre que le nouveau gouvernement soit formé. La grande détente s'est produite.

Ç'a été la grève de la métallurgie parisienne. Puis son extension à presque toutes les corporations de l'industrie privée. Paris et sa région forment le plus grand centre ouvrier de ce pays, on le méconnaît trop. Non seulement le plus grand centre métallurgiste, mais le plus grand centre de produits chimiques, le plus grand port de France, de beaucoup le plus grand centre de chemin de fer, sans compter tout le reste. De la région parisienne, la grève a gagné tout le pays. Une même souffrance, jointe à une même espérance, a trouvé son expression dans une forme nouvelle de grève.

Gardons-nous de perdre de vue la cause profonde de ce vaste mouvement. C'est en ayant sans cesse à l'esprit son caractère de force naturelle que nous éviterons d'en laisser rapetisser les résultats. Un tel mouvement n'a pas d'un coup donné tout ce qu'il apportait. Il n'est pas épuisé, ni terminé; il continue: pour défendre ce qui a été obtenu; pour que les corporations en retard arrachent à leur tour leur morceau de pain, leur lambeau de liberté pendant le travail.

Ne perdons pas de vue non plus le facteur décisif qu'a été le Front populaire. Pas de méprise non plus de ce côté. Surtout devant les jugements catégoriques, devant les condamnations impitoyables que prononcent un certain nombre de groupes et de sectes oppositionnels. Je ne sais pas si nous l'avons écrit, mais nous avons dit souvent à la veille de ces événements: «Impossible de savoir ce que donnera le gouvernement du Front populaire. Peut-être pas grand-chose. Mais, à son abri, nous pourrions reconstruire notre organisation syndicale, c'est-à-dire ramener au syndicat les travailleurs de l'industrie privée et leur redonner confiance en eux. Si nous pouvons faire cela, ce ne sera pas rien. Et, quand le Front populaire s'effondrera, s'il s'effondre, il restera une classe ouvrière capable de se défendre, et même de continuer la lutte. Nous ne devons pas nous dresser contre le gouvernement de Front populaire; nous ne devons rien faire pour contrecarrer et empêcher son expérience; nous devons l'appuyer dans toute la mesure de nos forces (2) chaque fois qu'il travaille dans notre sens; nous ne devons rien faire qui puisse permettre, même à tort, de rejeter sur le mouvement syndical la

responsabilité de l'échec de cette expérience de Front populaire.»

Nous ne pensions pas que les événements nous donneraient si vite et si largement raison. Par le seul fait de sa naissance, le gouvernement de Front populaire a donné à la classe ouvrière plus que nous n'osions espérer de six mois d'efforts à son abri. Dans son premier mois d'existence, à la suite d'une merveilleuse vague de grèves, il a fait signer les accords Matignon, instituant les contrats collectifs et les délégués d'ateliers, il a fait voter toute une série de lois sur les 40 heures, sur les vacances payées.

Accords et lois ne seront respectés et appliqués que si la classe ouvrière en impose le respect et l'application. Bien sûr. Mais les syndicats ne sont-ils pas là pour cela ?

En revenant du Mur

Examinons d'un peu près comment le mouvement est parti. Deux articles de *L'Humanité* nous seront d'un grand service. Le premier est un article, paru le 20 mai, sous la signature de Croizat, secrétaire de la Fédération des métaux et député communiste. Il fait le récit de la victoire remportée par les métallurgistes de l'usine Bréguet du Havre. On trouve dans ce conflit les principaux caractères du grand mouvement: la grève dans l'usine, l'entretien du matériel, le paiement des deux journées de grève.

Le lendemain du 1^{er} Mai, la direction de l'usine Bréguet avait congédié deux ouvriers, deux militants, pour avoir chômé la veille. Des délégations ouvrières se rendent auprès de la direction pour demander l'annulation de cette mesure. Une semaine se passe; les tentatives de négociations échouent. Le lundi 11 mai, la grève dans l'usine commence. Six cent ouvriers, la totalité du personnel, restent à l'usine la nuit du lundi au mardi. Devant la vigueur du mouvement et la sympathie qu'il trouve dans la population havraise, la direction Bréguet accepte l'arbitrage du député-maire du Havre, M. Léon Meyer. La sentence arbitrale comporte la réintégration des deux ouvriers congédiés, mais elle y ajoute autre chose, le paiement des journées de grève :

Considérant que, depuis de nombreuses années, il est constant dans l'industrie de laisser les ouvriers libres de chômer ou de travailler le 1^{er} Mai, que cette tradition aurait dû d'autant plus être respectée qu'elle s'est produite dans le calme et sans qu'aucune pression de débauchage ait été exercée:

Considérant en conséquence que les raisons pour lesquelles Friboulet et Vachon ont été congédiés ne sauraient être admises:

Décide:

Qu'il y a lieu pour les établissements Bréguet de les réintégrer dans leur emploi:

Considérant, d'autre part, que la manifestation unanime de solidarité à laquelle ont pris part les ouvriers desdits établissements a été la conséquence d'un acte qui n'aurait pas dû se produire:

Dit qu'il y a lieu de ce fait d'opérer le paiement des journées normales des 11 et 12 mai.

Un exemple comme celui du Havre méritait d'être connu. Croizat avait raison de lui donner la publicité de *L'Humanité*. Si l'on peut s'étonner de quelque chose, c'est que les autres journaux ouvriers n'en aient pas fait autant et que cet événement ouvrier significatif n'ait été rendu public qu'avec huit jours de retard.

Cet exemple était-il d'initiative communiste ? C'est peu probable. Le mouvement avait été mené par le syndicat des métaux et par l'union locale du Havre, à la vieille tradition syndicaliste révolutionnaire. Qu'il soit d'inspiration syndicaliste ou communiste, d'ailleurs cela importe peu; ce qui importait, c'était de donner cet exemple et de le faire connaître. Un pareil exemple devait faire des petits. L'idée en était dans l'air. Presque au même moment que les métallos du Havre, ceux des usines Latécoère, à Toulouse, accomplissaient les mêmes gestes.

C'est ce que nous voyons dans un article de Pierre Delon, paru dans *L'Humanité* du 24 mai, donc le matin de la manifestation au Mur des fédérés. Après avoir rappelé la victoire du Havre, Delon en signale quelques autres, aussi significatives. D'abord celle des usines Latécoère, à Toulouse, réplique trait pour trait de celle du Havre. Là aussi la direction avait renvoyé des ouvriers, trois au lieu de

deux, pour avoir fait le 1^{er} Mai. Grève de solidarité le 12 mai. Repas servis dans les ateliers par la Bourse du travail de Toulouse. Arbitrage du maire. Réintégration des trois camarades, reconnaissance du syndicat et des délégués. Il ne manque que le paiement des journées de grève.

Delon signale encore une grève aux usines Bloch, à Courbevoie; cette fois pour une augmentation de salaires. Après quarante-neuf heures de grèves dans l'usine, avec le ravitaillement assuré par le Front populaire de Courbevoie, un contrat collectif est signé. On obtient un relèvement des salaires, des vacances et les deux journées de grève payées.

Pour terminer, Delon annonce que les ouvriers de chez Nieuport, à Issy-les-Moulineaux, ont revendiqué les mêmes conditions que chez Bloch; dans plusieurs autres usines on a posé des revendications. La conclusion de l'article est à citer:

«Dans la région parisienne, les métallos, s'inspirant de ces luttes, sauront imposer à la chambre syndicale patronale la discussion du contrat collectif de travail. Cet après-midi, ils se rendront en masse au Mur des fédérés pour manifester avec leurs camarades de toutes corporations: pour le pain, la paix, la liberté.

«Le 24 mai, au Mur, 600 000 ouvriers de la région parisienne défilaient. Les métallurgistes y étaient nombreux. Ils eurent le temps, tout l'après-midi, de commenter les exemples que leur avaient donnés leurs camarades du Havre, de Toulouse et de Courbevoie. Ils sentirent la force de leur nombre.

«Une manifestation de l'ampleur de celle du Mur ne pouvait pas ne pas avoir un écho le lendemain dans les usines. Quand on se sent fort dans la rue, on ne peut pas continuer à se sentir esclave à l'usine. Quand on a vu, devant le Mur des combattants de la Commune, le président du Conseil de demain lever le poing comme les camarades (3), comment ne pas croire que, cette fois, le gouvernement n'est plus du côté des capitalistes ?»

Le lundi 25 mai, les métallurgistes de chez Nieuport, à Issy, déclarent la grève sur le tas. Ceux des usines Sautter-Harlé débrayent pendant une demi-heure pour appuyer une délégation partie à la direction présenter des revendications; satisfaction est obtenue. Une autre victoire, à Villacoublay. Chez Hotchkiss, à Levallois, débrayage à 2 heures, seize ouvriers ayant été prévenus qu'ils étaient congédiés. A l'usine Lavalette, à Saint-Ouen, les ouvriers passent la nuit dans l'usine.

Le mardi, le mercredi, le jeudi, l'effervescence ne cesse de grandir; bientôt toute la métallurgie de la région parisienne est en grève, en grève sur le tas. Les boîtes d'aviation sont parties les premières; toutes les autres ont suivi. Les plus grandes, Renault et Citroën, comme les autres. Le lendemain du Mur, les exemples du Havre et de Toulouse ont été suivis. L'idée de la grève sur le tas, qui était dans l'air depuis un mois, est entrée dans les usines.

Les facteurs secondaires

S. Galois écarte un peu trop facilement quelques facteurs secondaires du mouvement. Les causes profondes jouent rarement seules. Souvent se répète l'histoire de l'étincelle et du tonneau de poudre. Le tonneau de poudre peut exploser à un moment ou à un autre, même ne pas exploser du tout. Il peut y avoir plusieurs étincelles. Il semble bien qu'il y en ait eu plusieurs. Les bourgeois intelligents dont parle S. Galois, et qui ont cru que la grève avait été provoquée par les communistes pour gêner le nouveau gouvernement, ne se sont peut-être pas tellement trompés. De même l'ouvrier intelligent à qui S. Galois a entendu dire qu'au début la grève avait sans doute été provoquée pour gêner ce même gouvernement. Elle trouve que cette rencontre est drôle. Moins drôle sans doute que la tête des patrons et des communistes à voir sauter le tonneau de poudre.

Vous l'avez remarqué, les deux premiers conflits, ceux du Havre et de Toulouse, tous deux dans des usines d'aviation, ont été provoqués par des renvois d'ouvriers ayant fait le 1^{er} Mai. La sentence arbitrale du Havre stipule qu'un tel renvoi rompait avec la tradition de laisser libre le chômage du 1^{er} Mai. Ces renvois ressemblent beaucoup à des provocations patronales à la grève. Que dire des seize congédiements de chez Hotchkiss, le lendemain de la manifestation au Mur ? La provocation n'est-elle pas caractérisée ?

Il serait facile de retenir tels ou tels propos, telles ou telles remarques, mais ces trois mesures de renvoi ne suffisent-elles pas à faire penser que le patronat a voulu vraisemblablement saluer la

naissance du gouvernement Blum par quelques grèves ? Dans quel but l'a-t-il fait ? En vue d'une opération politique ? Possible. Peut-être aussi pour faire une opération spéculative, une affaire tout court.

Les patrons de la métallurgie savent calculer; ils savent même, par une longue expérience, qu'on peut obtenir de l'État, ce gros client, un sérieux relèvement des prix de certaines commandes, se traduisant par de copieuses bénéfices, en invoquant une modique augmentation des salaires qu'on a été contraint d'accorder sous la menace d'une grève. Le fait que le mouvement soit parti de l'industrie de l'aviation, qui vit uniquement des commandes de l'État, est un indice de plus en faveur de cette hypothèse. L'opération politique n'est pas impossible non plus. Glisser quelques grèves sous les premiers pas du gouvernement du Front populaire, creuser devant lui le trou d'une période sans journaux, donc fertile en rumeurs et propice à la panique, et le faire choir dans ce trou en venant au monde, avouez que cela aurait été un coup de maître pour le grand état-major patronal et pour le trust Hachette. Ce n'aurait été après tout que le recommencement du coup de Clemenceau exploitant la grève des journaux lors des élections de 1919 pour faire élire la Chambre bleu horizon. Les patrons ont seulement oublié qu'il ne faut pas jouer avec le feu autour d'un tonneau de poudre. Gare à l'explosion ! En effet, différentes choses ont sauté en mai-juin.

Il est difficile de ne pas reconnaître l'intervention des communistes à l'origine du mouvement. Ce serait même commettre une injustice à leur égard. Qu'ils n'aient pas prévu l'ampleur du mouvement, c'est probable. Mais, le coup de sonde, c'est bien eux qui l'ont donné. La sonde a rencontré la nappe d'eau souterraine, le courant de souffrance et d'espoir qui cherchait une issue. L'issue trouvée, une vague de grèves inattendue s'est répandue partout.

Reste à savoir ce que voulaient vraiment les chefs communistes. Ils ont une telle habitude de la recherche des sous-produits qu'on est amené à leur prêter des idées de derrière la tête, même quand on les voit faire les choses les plus naturelles et les plus utiles. Ont-ils voulu gêner le gouvernement du Front populaire ? Certes, ils l'ont assuré de leur soutien fidèle et sans éclipse. Mais leur réputation de jésuites rouges est si bien assise que leurs assurances les plus fermes sont sujettes à caution et que leur fidélité prête à sourire. Quand on a sauté à pieds joints du «classe contre classe» le plus farouche à la défense des classes moyennes, et du défaitisme révolutionnaire au culte de Jeanne d'Arc et de *La Marseillaise*, il faut s'attendre à ne pas être cru sur parole.

Jusqu'au second tour du scrutin, le gouvernement de Front populaire qu'ils escomptaient, que tout le monde d'ailleurs escomptait, ce n'était pas un cabinet Blum, mais un cabinet radical. Leurs préférences allaient à un cabinet Herriot. Le maire de Lyon, depuis ses voyages à Moscou, a toutes leurs sympathies. Mais, dans la nouvelle Chambre, le groupe socialiste est le plus important de la majorité. A lui de former le gouvernement. De suite, d'ailleurs, Léon Blum a revendiqué cette tâche et cette responsabilité. Mais si le vrai ou le faux jacobinisme des radicaux s'accorde admirablement avec le néo-blankisme patriotique des communistes nouvelle manière, il n'en est pas de même du pacifisme genevois des socialistes. En outre, Léon Blum et les socialistes sont moins dociles que les radicaux.

Les communistes ont-ils voulu leur apprendre à être plus dociles ? Ont-ils cherché à faire sentir leur force et signifié qu'il fallait compter avec eux ? Ce n'est pas du tout impossible. Ont-ils simplement poussé aux grèves pour accroître leur influence dans la CGT réunifiée et dans la classe ouvrière ? C'est possible aussi. Mais il se peut encore, n'écartons pas l'hypothèse, qu'ils aient pensé que l'existence d'un mouvement du Front populaire n'excluait pas les grèves et la poursuite des luttes ouvrières. Ce n'est pas parce qu'il y aura un cabinet Blum ou un cabinet Cachin qu'on ne devra plus faire de grèves. Le gouvernement du Front populaire a ses tâches, les ouvriers et les syndicats ont les leurs.

Si les communistes ont raisonné ainsi, loin de les en blâmer, il faut les en féliciter. Ils ont en ce cas rappelé aux travailleurs qu'ils devaient se garder de laisser endormir leur force propre, qu'ils devaient au contraire poursuivre l'action directe, l'action directement exercée sur le patronat, qu'ils devaient retremper leur arme traditionnelle, celle de la grève. Au moment où l'action indirecte, par la voie gouvernementale, pouvait flatter la paresse humaine et éveiller des illusions, un tel rappel a été opportun et précieux. Nous aurions préféré que ce rappel vînt de la CGT elle-même, mais d'où qu'il

soit venu son effet ne peut qu'être bienfaisant. Et, dans ce cas, même s'il en découle une certaine gêne pour le gouvernement du Front populaire, celui-ci se doit de la trouver normale et de la regarder comme un stimulant.

Quoi qu'il en soit, il est sûr que la propagande communiste visant à gêner le gouvernement, comme les provocations patronales visant au même but, n'auraient donné que quelques grèves isolées. Nous avons eu un mouvement large et puissant qui ne peut être l'œuvre que de causes profondes. Lorsque ces dernières entrent en jeu, elles emportent tout devant elles; elles font servir à l'intérêt ouvrier jusqu'aux provocations patronales.

Le Front populaire défiguré

Depuis le 6 février, nous remontons la côte. Nous étions descendus, d'année en année, bien bas, si bas que c'est un miracle si les fascistes n'ont pas franchi le pont de la Concorde, envahi le Palais-Bourbon et fait flamber la maison et le régime parlementaires. Le sentiment du danger a fait se ressaisir le pays.

Nous avons vu se réaliser un certain nombre de choses que nous ne croyions pas aussi prochaines. L'unité d'action impossible avant le danger a été possible après. L'unité syndicale que nous n'osions plus espérer s'est refaite; je me rappelle ma stupéfaction quand je lus sous la plume de Gérôme, dans *Europe* de mars ou avril 1934, parmi les premiers moyens de résister au fascisme, la réalisation de l'unité syndicale dans le délai d'un mois. Comme il y va ! m'écriai-je. Il a fallu plus d'un an. Mais c'est tout de même Gérôme qui avait raison. L'unité syndicale s'est faite vite, beaucoup plus vite que nous ne pensions.

Mais, en se réalisant, unité d'action et unité syndicale ont pris parfois un visage fort peu sympathique. Ce qui a permis à certains qui les avaient appelées de tous leurs vœux de ne plus les reconnaître une fois qu'elles ont été là.

L'unité d'action, le jour où elle s'est faite, a non seulement écarté ses partisans de la première heure, elle a été dominée par ceux qui l'avaient le plus violemment combattue. Qui se souvient que le Parti communiste y était hostile à la veille du 6 février, alors que montait le danger fasciste ? Hostile encore le 6 février même, quand l'Association républicaine des anciens combattants, le service d'ordre du Parti communiste, mêlait ses troupes à celles des anciens combattants et des fascistes place de la Concorde ? A moins que... Hostile toujours pendant les six mois qui suivirent le 6 février, repoussant avec grossièreté les propositions d'unité d'action que lui faisaient les socialistes.

Brusquement, un jour, changement de ton, renversement d'attitude; le Parti communiste ne se contente pas de rallier l'unité d'action, il en devient le champion, il la prend sous son aile, elle est à lui. Impuissant à résister plus longtemps à la volonté profonde de la classe ouvrière, il se jette à la tête du courant pour l'unité d'action. Moscou a compris, un peu tard, que, s'il persistait dans la tactique qui avait conduit en Allemagne à la victoire des nazis, le fascisme s'installerait aussi en France et qu'alors des heures terribles sonneraient pour ce qui reste de la révolution russe. Mais, le jour où l'unité d'action se réalise, où les communistes, au lieu de crier : «Daladier en prison !», se mettent à crier : «Daladier au pouvoir !», comment ne pas faire la grimace et ne pas trouver que l'unité d'action prend une singulière figure ? Pourtant ce n'est pas une raison pour lui devenir hostile.

De même pour l'unité syndicale. Elle ne s'est pas faite, comme nous l'espérions, sous la poussée des partisans qu'elle comptait dans l'une et l'autre CGT. L'une des deux avait trouvé moyen de flanquer à la porte tous les éléments qui chez elle se prononçaient en faveur de l'unité; elle avait posé en principe qu'une CGT unique équivaldrait à une CGT de trahison. Brusquement encore, changement de vapeur. Les communistes ne s'opposent plus à l'unité syndicale; ils y poussent; elle se réalise. Elle est faite par ceux-là mêmes qui des deux côtés en étaient les adversaires quelques mois avant. Nous n'allons pas le déplorer. Que l'unité soit faite d'une manière ou de l'autre, c'est secondaire. L'important, c'est qu'elle soit faite.

La classe ouvrière y trouvera son compte, le vieux syndicalisme aussi. Ceux qui récemment encore faisaient de l'ironie sur notre conception de l'unité syndicale, «talismán et panacée», se sont-ils demandé ce qui se serait passé lors du dernier mouvement si l'unité syndicale n'avait pas existé ? D'abord, il est probable que le mouvement n'aurait pas eu lieu. Mais, même s'il était parti, le voyez-

vous déchiré entre deux CGT, tiré à hue et à dia par des syndicats rivaux ? Au lieu de réussir, il aurait lamentablement échoué.

Comme l'unité d'action, l'unité syndicale est un fruit du 6 février. C'est un résultat de la menace fasciste. Le Front populaire en est un autre. Presque dès sa naissance, le Front populaire est apparu avec une figure inquiétante. Reportons-nous à un an. Deux questions nous préoccupaient. Les déclarations de Staline, les décrets-lois annoncés.

Manifestation solennelle et grandiose, le 14 Juillet. Mais, le 16, publication des décrets-lois de Laval sur la réduction des salaires des fonctionnaires et des ouvriers des services publics. Pas de réaction. Sauf celle qui se produira dans la quinzaine, sous la forme de mouvements sauvages, aux arsenaux de Brest et de Toulon.

Les déclarations de Staline du 15 mai 1935, «comprenant et approuvant pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité», sont applaudies par le Parti communiste unanime, par Zyromski et tous les Homo-Grumbach du Parti socialiste; et naturellement aussi par les radicaux. On sait que les plus jacobins de ces derniers seront, le jour venu, les plus chauvins. Bayet ne le sera pas moins à la prochaine que Aulard à la dernière.

Pour le Parti communiste, le tournant est rude; c'est l'ordre d'abandonner toute opposition au service de deux ans, en attendant de réclamer celui de trois ans; c'est l'approbation des mesures militaires des gouvernements Doumergue et Laval; c'est le ralliement à la politique de Barthou d'encerclement de l'Allemagne et de guerre préventive. L'ordre est exécuté docilement.

Au chant de *La Marseillaise*, le drapeau tricolore flottant au vent, ce drapeau emblème de la bourgeoisie, symbole d'une période historique dépassée, les communistes, entraînant le Front populaire, vont-ils nous conduire à la guerre, à la soi-disant croisade contre le fascisme et contre Hitler ?

Pour détruire le fascisme en Allemagne, accepterons-nous de l'installer en France ? Rien ne dit qu'il sera détruit en Allemagne. Mais il est probable que la guerre l'installera en France. La guerre met le pays sous la poigne du militarisme. Notre grand état-major a assez regretté de n'avoir pas mieux utilisé la dernière guerre pour qu'il ne rate pas l'occasion que lui fournira la prochaine de s'installer au pouvoir.

Alors, des camarades de plus en plus nombreux se demandent avec inquiétude si le Front populaire n'est pas une sinistre duperie. Au lieu d'un rassemblement pour la résistance à l'aggravation des conditions de vie, ne va-t-il être qu'un rassemblement pour la capitulation devant les décrets-lois? Au lieu d'un rassemblement pour la paix et pour la résistance au fascisme, qui est par essence un nationalisme, un nationalisme porté à l'exaspération, le Front populaire n'est-il que le prélude à l'union sacrée de la prochaine guerre ?

Ces inquiétudes sont légitimes. Mais elles posent une grave question: un grand mouvement peut-il être détourné facilement de son but par les chefs qu'il s'est donnés, ou plutôt qui se sont donnés à lui ?

Les masses ébranlées par la menace fasciste du 6 février 1934, les ouvriers, les paysans et les petits-bourgeois qu'a mobilisés le Front populaire, les centaines de milliers de manifestants qui répondent à chacun de ses appels dans la région parisienne, les millions d'électeurs qui ont envoyé une majorité au Parlement, tout ce vaste peuple s'est mis en branle pour de grandes idées simples et fortes; il désire que cessent les querelles entre chefs, entre partis, entre mouvements; il est animé de la mystique de l'unité d'action et de l'unité tout court; il veut de tout cœur ce que le Front populaire lui dit vouloir : le pain, c'est-à-dire la résorption du chômage, la solution de la crise économique, une solution quelle qu'elle soit; la paix (4), c'est-à-dire pas plus de guerre contre l'Allemagne d'Hitler que contre personne; la liberté, c'est-à-dire ne pas plus tomber sous la matraque nazie que sous la fiole d'huile de ricin fasciste, et nous pouvons ajouter : sous la justice administrative de Staline.

Y aurait-il donc une volonté du rang distincte de la volonté des chefs, une pensée des troupes du Front populaire différente de la pensée ou de l'arrière-pensée des partis qui dirigent ce Front ?

Les révolutionnaires qui dénoncent depuis des mois le Front populaire n'aperçoivent pas cette distinction. Elle est réelle cependant. Ce n'est pas le Front populaire qu'il faut condamner, mais les partis, ceux des partis qui veulent mener le Front populaire vers un objectif différent de celui qui est

annoncé. Evidemment, un grand mouvement peut être détourné de sa route. Facilement? Je ne le crois pas. Ce sera difficile et même impossible si les masses joignent à l'ardeur la clairvoyance.

Que faire ? Il faut marcher avec les masses (5), à leur pas : et non s'éloigner d'elles. Elles nous surprendront plus d'une fois; elles nous obligeront même à courir. N'est-ce pas ce qui vient de se produire avec le dernier mouvement de grève ? Elles nous ont non seulement obligés à courir, elles ont ramené de très loin, de diablement loin, des camarades dégoûtés par les luttes entre tendances de ces dernières années.

Sans le Front populaire, la dernière explosion de grèves n'aurait pas eu lieu. Avouons qu'il prend une figure moins inquiétante.

Résultats importants

Pouvait-on obtenir plus ? Certains se le demandent. Je me demande, au contraire, si nous pourrions faire entrer en application tout ce qui a été obtenu. Le mouvement ne s'est pas terminé avec les grèves. Il continue à l'intérieur des usines pour la défense du contrat collectif et par la désignation des délégués d'atelier. Le plus difficile reste à faire.

Chez les métallurgistes parisiens, le souvenir n'était pas perdu de l'occasion manquée de 1919 de faire signer par le patronat un contrat collectif. Ils ne voulaient pas manquer une seconde occasion. En 1919, les patrons avaient joué habilement entre les diverses tendances ouvrières pour aboutir à ne rien accorder. Si bien qu'une belle grève de 150 000 métallos finit dans la paye la plus complète. Profitant de ce que les syndicats parisiens des métaux n'étaient pas exactement informés des discussions qui avaient eu lieu entre la Fédération des métaux et le Comité des forges et de l'accord intervenu pour la mise en application des 48 heures sans diminution de salaire, les patrons parisiens, avec M. Richemond à leur tête, réussirent ce premier coup : faire traîner la conclusion du contrat régional et mettre le désaccord entre la Fédération des métaux et les syndicats parisiens; temps gagné et possibilité de manœuvrer; dans les rangs des grévistes, bousculant les militants des syndicats, un courant se forma, défendant ce point de vue : il ne s'agit pas de revendications corporatives, il s'agit de faire la révolution. Hélas ! la révolution ne fût pas faite, mais le contrat collectif ne fut pas signé non plus; la grève finit en débandade.

Les métallos parisiens n'ont pas voulu recommencer 1919; ils n'ont pas permis à M. Richemond de recommencer son tour de force. Le contrat collectif, cette fois, est signé. Mais les discussions ont été laborieuses. L'accord Matignon est du 7 juin : la signature du contrat des métallos parisiens n'est venue qu'une semaine après. Pourparlers rompus, puis repris. Les obstacles ont été surmontés. Les salaires des catégories les plus défavorisées ont été relevés sensiblement; les journées de grève n'ont pas été payées, mais les patrons ont dû consentir des indemnités dures à avaler. «Il faut savoir finir une grève», a dit Thorez aux communistes parisiens, en particulier à ceux des métaux. Il est plus important encore de savoir éviter les traquenards patronaux.

Autrefois, nous avions de grosses préventions contre les contrats collectifs. Nous pensions qu'ils servaient de frein aux minorités agissantes. Nous avons appris qu'il était un frein plus puissant : celui de la lourde masse. Pour avancer, il faut amener celle-ci à un niveau au-dessous duquel on ne puisse la faire descendre. Ce niveau, c'est la convention, c'est le tarif syndical, un point d'appui solide. L'avance sera peut-être moins importante pour la minorité qualifiée, encore n'est-ce pas sûr, mais elle se fera d'ensemble, pour tous. Le professionnel dans la métallurgie, notamment, était arrivé à ne se défendre guère mieux que le manoeuvre. De là la nécessité du contrat collectif. Un détail m'a surpris dans le contrat parisien : la multiplicité des catégories de salaires. N'y a-t-il pas là un moyen de maintenir ou de porter la division parmi les ouvriers ? Nos camarades des métaux devraient bien nous donner leur avis là-dessus.

L'accord Matignon comporte en outre l'institution des délégués ouvriers; c'est une conséquence du contrat collectif; pour veiller à l'application du contrat, il faut à l'usine, travaillant avec leurs camarades, des délégués qui soient les représentants du syndicat.

Parmi les anciens de la métallurgie, l'idée des délégués d'atelier a soulevé longtemps des craintes; la crainte qu'ils ne deviennent fréquemment les représentants du patron et que les syndicats de maison ne remplacent le syndicat de toute la corporation. Nulle chose n'est sans inconvénient; les craintes

des anciens avaient quelque fondement; cependant, le souvenir laissé par les délégués d'atelier de la période de guerre les avait heureusement contrebattues.

Si les syndicats et les ouvriers y veillent, surtout si les délégués restent au travail avec leurs camarades, les avantages dépasseront de beaucoup les inconvénients. Nous aurons le véritable syndicat de masse; le contrat collectif appelle le syndicat de masse; les délégués d'atelier seront autant de représentants, de piliers du syndicat sur le lieu de travail.

C'est ainsi que s'explique la montée prodigieuse des effectifs de la CGT. Au dernier Comité confédéral, le 16 juin, on donnait le chiffre de 2 600 000 syndiqués. La montée continuera quelque temps, disait-on, puis il se produira un déchet. Aujourd'hui, les 4 000 000 sont atteints. Ils seront dépassés. Un déchet se produira sans doute, mais il sera largement compensé par les couches nouvelles de salariés qui formeront leurs syndicats. L'industrie privée, qui n'avait pas 10% de syndiqués, en aura 75% avant peu, grâce au contrat collectif.

Le mouvement dernier a été le mouvement de l'industrie privée. La CGT a sagement opéré en demandant aux organisations de services publics de ne pas affaiblir ce caractère et de se réserver pour une autre heure.

Un autre aspect du mouvement, c'est qu'une jeunesse ardente vient de s'affirmer. De tous côtés l'écho en parvient; du côté des magasins comme du côté de la métallurgie. Dans tel grand magasin il fallait voir, m'assure-t-on, comment une jeune équipe menait son millier de grévistes. N'a-t-on pas rapporté ce mot d'un grand patron de la métallurgie : «Pas étonnant que nous ayons été battus, nous avions pour chefs des hommes de 70 ans, alors que les représentants des ouvriers n'avaient pas plus de 30 ans.» Pouvait-on obtenir plus ? Ne diminuons pas la victoire qui vient d'être remportée. Ce qui a été obtenu est énorme. Contrat collectif, délégués ouvriers, 40 heures, vacances payées, cela représente un relèvement du niveau de vie pour des couches nombreuses de la classe ouvrière; pour veiller au respect de ce qui a été promis, notre mouvement syndical (6) se renforce au-delà de toutes nos espérances.

Une forme nouvelle de la grève a été trouvée. Le patronat avait réussi à émousser la vieille. Une nouvelle a été imaginée. Tout de suite elle a fait fureur, jusque dans les corporations les plus inattendues. Le patronat réussira peut-être à l'émousser à son tour. Mais de nouvelles formes surgiront, nous en sommes sûrs.

Les juristes peuvent dire qu'ils ne considèrent pas cette forme de grève comme quelque chose de légal. La grève, la vieille grève aussi, a été regardée longtemps comme n'étant pas conforme aux règles et aux principes de la loi civile française. Elle a conquis son droit péniblement, douloureusement, à coup de grèves illégales, d'années de prison et de fusillades. Le fait précède toujours la loi. La grève-occupation est un fait que la loi reconnaîtra un jour prochain, sans qu'il soit besoin de le payer si cher.

C'est la révolution qui commence ? Je ne suis pas aussi ambitieux. Il me suffit de penser que c'est une classe qui reprend confiance en elle.

Pierre Monatte

(Cet article paru dans *La Révolution prolétarienne* n° 225-226 du 25 juin-10 juillet 1936 est tiré du site La Bataille socialiste.)

Notes

1. Pseudonyme de Simone Weil.

- 8 -

2. Où l'on constate – hélas ! – que les syndicalistes révolutionnaires ne raisonnaient pas de façon très différente, en 1936, que les trotskystes, néo-trotskystes, altermondialistes ou «gauchistes» d'aujourd'hui. Les illusions sur les vertus du soutien critique à la gauche réformiste et stalinienne ont la vie dure (*NPNF, 2010*). Et j'ajouterai, en mai 2024, que la farce se répète avec le NPA et les « antifas » qui frétilent devant le Nouveau Front populaire !!

3. S'il suffit qu'un futur Premier ministre (un président du Conseil) lève le poing pour qu'il devienne un «camarade», on comprend mieux pourquoi Mitterrand, près de 50 ans plus tard, fut

soutenu par le PCF ! (NPNF, 2010)

4. À plusieurs reprises, Monatte revient sur ce thème de la paix, croyant naïvement que la guerre entre la France et l'Allemagne pourrait être évitée. De ce point de vue, au moins, on peut dire rétrospectivement que Trotsky et les trotskystes avaient une conscience plus claire de l'imminence d'une nouvelle guerre impérialiste (NPNF, 2010).

5 En fait de «marcher avec les masses», ce que Monatte propose c'est un soutien critique au Front populaire, avec une tonalité nettement plus antistalinienne et antisoviétique que antisocial-démocrate. Il tombe ainsi, comme beaucoup d'autres avant et après lui, dans un piège classique : juger le stalinisme pire que la social-démocratie (les trotskystes font généralement le raisonnement inverse, tout aussi faux). Sociaux-démocrates et staliniens sont tous deux des ennemis de la classe ouvrière, il n'y a pas à préférer l'un à l'autre, ni à soutenir l'un contre l'autre (NPNF, 2010).

6 Vision à courte vue, là aussi, contraire à l'évolution historique que l'on peut déjà déceler à l'époque. De ce point de vue, Trotsky, dans son dernier article «Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste» (août 1940), perçoit beaucoup plus clairement que Monatte à quel point les syndicats sont intégrés à l'État bourgeois : *«Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'État. Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'État n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats»* (NPNF, 2010).

Il y a cinquante ans : Juin 36

Voici un demi-siècle, la grande vague de grèves de juin 36 déferlait sur la France. Ce n'est pas le gouvernement de Front populaire qui a apporté aux travailleurs les 40 heures et les congés payés, mais bien la classe ouvrière qui les a arrachés au patronat par la lutte. Aujourd'hui encore, le mouvement de Juin 36 est riche d'enseignements pour les travailleurs.

Au début des années trente, la France est, après les autres grands pays, frappée par la crise économique, quoique moins durement que l'Allemagne et les Etats-Unis. Le chômage se développe et touche plus d'un million de travailleurs, des dizaines de milliers d'ouvriers immigrés sont renvoyés dans leurs pays d'origine. Les salaires de ceux qui ont conservé un emploi diminuent. La petite bourgeoisie - paysans, commerçants - est aussi frappée. C'est aussi un terrain favorable pour les organisations fascistes.

La riposte ouvrière au fascisme

Le racisme se développe. Les fascistes parviennent même à créer des comités de «chômeurs français» refusant les immigrés. Dans ce contexte, profitant des scandales qui éclaboussent la classe politique, comme le fameux scandale Stavisky, les ligues fascistes trouvent écho à leurs mots d'ordre racistes, antisémites, nationalistes, démagogiques. Le 6 février 1934, l'extrême droite organise une émeute et attaque le Palais-Bourbon aux cris de «A bas les voleurs !» La police charge et tire : on relèvera 20 morts et des centaines de blessés. Mais le gouvernement capitule devant une partie des exigences fascistes.

Devant cette menace, la classe ouvrière et ses organisations réagissent. Le 9 février, les militants et sympathisants du PC affrontent la police dans la rue : 6 morts. Le 9 février, la grève appelée par la CGT est un grand succès. L'après-midi, ont lieu à Paris deux manifestations : une organisée par la SFIO (le Parti socialiste), l'autre par le PC. Les deux manifestations se rejoignent, ce qui ne s'était pas vu depuis des années. De même, un an et demi plus tard, le 14 juillet 1935, près de 500 000 personnes vont défiler pendant des heures, à l'appel des partis de gauche et des syndicats, pour «*défendre la liberté, donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au monde*».

Le changement de la situation internationale

C'est le changement de la situation internationale qui va rendre possible l'unité entre le PC et le PS. Au cours de la visite à Moscou de Laval, chef du gouvernement français, Staline déclare en effet qu'il «*comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale de la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité*».

La France et l'URSS sont désormais alliées. Cela va signifier pour le PC, alors étroitement soumis aux directives de l'internationale stalinienne, l'abandon de toute propagande antimilitariste, de sa campagne contre le service militaire de deux ans (thème principal d'agitation des Jeunesses communistes), l'adoption de *la Marseillaise* et du drapeau tricolore aux côtés de *l'Internationale* et du drapeau rouge...

Ce virage du PC à 180° va favoriser l'unité antifasciste avec le PS, qui correspond aussi aux aspirations des militants et des travailleurs, et qui aboutira à la réunification syndicale de septembre 1935. (Jusque-là, le mouvement syndical était divisé entre la CGT liée à la SFIO et la CGTU liée au PC, où on trouvait aussi des anarchosyndicalistes.) De même, au niveau politique, est signé en février 1936, un accord entre le Parti radical, la SFIO et le PC, en vue des élections du mois de mai.

Un programme de gestion capitaliste

Le programme proposé aux suffrages des travailleurs est tout ce qu'il y a de plus modéré : «*défense des libertés, de la paix, de l'École laïque, relance de l'économie par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses, réduction du temps de travail*». Un programme de gouvernement bourgeois, qui ne parle donc ni des congés payés, ni des 40 heures, ni des droits syndicaux des travailleurs.

La radicalisation vers la gauche qu'on constate depuis deux ans, à l'occasion de la riposte au

fascisme notamment, va se traduire par une large victoire des partis du Front populaire. Cette poussée à gauche est particulièrement nette pour le PC, qui passe de 16 à 72 députés; elle profite aussi au PS : de 97 à 147 députés. Le Parti radical perd des sièges : de 167 à 116 élus.

Léon Blum, dirigeant du parti majoritaire, la SFIO, pose sa candidature au poste de chef du gouvernement. Les tractations et manœuvres d'usage commencent pour la répartition des portefeuilles ministériels. Mais les ouvriers n'ont pas la patience d'attendre que les politiciens se mettent d'accord. Regonflés par la victoire électorale, qui vient après les succès croissants des meetings et manifestations ouvrières depuis quelques années, les travailleurs passent à l'action.

Généralisation des grèves avec occupations

Les grèves débutent avant l'entrée en fonction du gouvernement Blum, le 11 mai 1936, au Havre et à Toulouse. Pour la première fois, les usines sont occupées, dans le but de rester sur place tous ensemble jusqu'à ce que le patron ait répondu aux revendications. Le 28 mai, 35 000 ouvriers de Renault se mettent en grève. Le soir, cent mille métallos de la région parisienne ont rejoint le mouvement.

Les négociations s'engagent, les travailleurs obtiennent rapidement satisfaction, et on croit que tout va rentrer dans l'ordre, mais le mouvement s'étend aux corporations les plus diverses : alimentation, transports, textile, chimie, pétrole, meubles, etc.

2 juin 36 : le mouvement se généralise. Partout les occupations se multiplient.

La direction de la CGT prend la tête du mouvement pour mieux le contrôler

La CGT lance immédiatement des appels au calme, demande d'éviter les incidents, les séquestrations de patrons, et de reprendre le travail quand des accords sont signés, par branche ou par entreprise. L'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne appelle les travailleurs à *«conserver le calme, la discipline, l'ordre, le sang-froid, la dignité, la maîtrise du mouvement»*, qui doit rester *«paisible, ordonné et propre»* et éviter *«toute exagération, enchères démagogiques et désordres dangereux»*.

Mais les grèves continuent de s'étendre et, après la région parisienne, c'est au tour de la province de bouger. La droite, les milieux patronaux s'affolent, mais espèrent que l'entrée en fonction de Blum, le 4 juin, soutenu par la SFIO, le CGT et le PC (qui hésite à participer au gouvernement) va rétablir la paix sociale.

Au contraire, jusqu'au 7 juin 1936, les derniers secteurs non touchés se joignent au mouvement. Aux ouvriers se joignent les cols blancs, employés des grands magasins, des banques, du service public, qui ne faisaient jamais grève jusqu'à présent.

La CGT prend la tête du mouvement, pour mieux le contrôler. Le 6 juin, la Fédération des mineurs a lancé l'ordre de grève générale, mais c'est pour *«maintenir l'ordre et le calme, faciliter la tâche du gouvernement»*.

Les négociations et les Accords Matignon

Le 7 juin 36, réunion à Matignon entre les représentants de la CGT et de la Confédération générale du patronat français [le MEDEF d'alors, *NPNF*, 2010]. C'est Blum qui a convoqué cette réunion... sur demande des patrons. Un accord signé dans la nuit prévoit des hausses de salaires de 7 à 15% - inférieures à ce que les ouvriers ont déjà obtenu un peu partout. La CGT s'engage *«à faire tout ce que nous pourrons, mais nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler»*. - 11

Patrons et syndicats sont d'accord pour la reprise du travail. La presse syndicale comme celle du PC et de la CGT crient victoire. Les travailleurs ne sont pas de cet avis, d'autant que, dans certaines entreprises, les patrons refusent d'appliquer les accords - là où le mouvement est le plus faible et dans les boîtes où il n'y a pas encore eu de grève.

Les 9 et 11 juin, les délégués des usines en grève de la région parisienne repoussent les accords signés par les dirigeants syndicaux. Le gouvernement Blum, d'un côté convoque une nouvelle réunion paritaire à Matignon, pour le 10 juin, et fait voter en toute hâte par l'Assemblée la loi sur les

40 heures, les congés payés et les contrats collectifs. Mais, de l'autre côté, inquiet, il prépare des mesures de répression :

- il concentre des bataillons de gardes mobiles dans les centres ouvriers,
- il interdit le journal trotskyste *La Lutte ouvrière* et engage des poursuites contre ses dirigeants,
- il dénonce des «agitateurs étrangers», selon une tactique de division xénophobe bien connue.

Blum déclare le 12 juin à la Chambre : *«Il est vrai qu'on a le sentiment de groupements suspects et étrangers à l'action syndicale. Ce que le gouvernement peut et doit dire, c'est qu'il est parfaitement résolu à assurer l'ordre dans la rue.»*

Le PC ne dit pas autre chose. Thorez, son secrétaire général, déclare : «Des éléments suspects, trotskystes ou Croix de feu (1), s'introduisent dans le mouvement avec l'espoir de le faire dégénérer.»

«Il faut savoir terminer une grève»

Le 13 juin 36, la tendance est à la reprise du travail. Les usines sont évacuées, les unes après les autres. Le PC met tout son poids dans la balance. C'est alors que Thorez prononce sa fameuse phrase : *«Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir un compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées.»*

La CGT va naturellement dans le même sens. *«Il ne faut pas, par une action imprudente, mettre le gouvernement en difficulté, il ne faut pas croire que la lutte finale est engagée.»* À aucun moment, la CGT ne tentera de fixer des objectifs nationaux à la grève. Son seul but sera de la canaliser, pour mieux y mettre fin ensuite. Elle y parviendra d'autant plus facilement que les travailleurs nourrissent les plus grandes illusions sur le gouvernement du Front populaire. Pour la majorité des travailleurs c'est «leur» gouvernement...

La fin du Front populaire.

Dès 1937, les patrons reprennent une partie de ce qu'ils ont cédé : les hausses des prix annulent celles des salaires. Entre avril 1936 et avril 1938, l'augmentation des prix des produits alimentaires est de 53,6%.

Après avoir utilisé Blum pour rétablir le calme, car seul un gouvernement ayant la confiance des travailleurs et l'appui de toutes les organisations ouvrières pouvait y parvenir, le patronat entend se débarrasser de lui. Blum reste le dirigeant d'un important Parti ouvrier et populaire, et c'est plus que les patrons peuvent en supporter. Malgré les cadeaux offerts aux patrons, la condamnation des occupations d'usine, les capitalistes organisent la chute du gouvernement. Ils n'ont plus besoin du Front populaire.

Pourtant, le 16 mars 1937, le pouvoir va jusqu'à faire tirer sur les manifestants qui protestent contre la tenue d'un meeting fasciste à Clichy. La police tue 5 personnes. Une grève générale est organisée, mais elle reste sans lendemain. Le 20 juin 1937, Blum démissionne. Par la fuite des capitaux, le sabotage économique, les campagnes de leur presse, les patrons ont obtenu son départ. Blum a échoué devant ce qu'on appelle à l'époque le «mur de l'argent».

D'autres mouvements de grève se produiront pour tenter de s'opposer à la remise en cause des conquêtes sociales, mais le rapport de forces va évoluer en faveur du patronat, une fois retombée la puissante vague de juin 1936.

En 1938, quand le gouvernement Daladier va signer des décrets-lois instituant la semaine de travail de 6 jours, la suppression des majorations pour les heures supplémentaires, c'est-à-dire l'annulation pratique des 40 heures, le retour au travail aux pièces, la grève générale appelée par la CGT, pourtant forte de 5 millions d'adhérents, sera un échec. Le patronat saisira l'occasion pour licencier des milliers de travailleurs et de syndicalistes combattifs, en particulier des communistes. Les patrons établiront des listes noires, pour les empêcher de retrouver des emplois. Ce sera la revanche de la bourgeoisie.

Découragés, écœurés, après avoir tant espéré du Front populaire, les travailleurs ne réagiront plus massivement jusqu'à la guerre. La même Chambre des députés qui avait soutenu le gouvernement de Front populaire votera la peine de mort appliquée aux communistes accusés de trahison au moment du Pacte germano-soviétique - mesure soutenue avec véhémence par Blum -, puis accordera les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, et ce sera la fin de la Troisième République.

1. Croix de feu : mouvement créé en 1927 et regroupant des anciens combattants de la Première Guerre mondiale. Sous l'influence du colonel de la Rocque, le mouvement se politise en défendant un anticommunisme militant et un corporatisme très proche du fascisme selon certains. Dissous en 1936 alors qu'il a au moins 400 000 adhérents. (NPNF.2010').

PARTIS DE GAUCHE ET ORGANISATIONS OUVRIERES EN 1936

Le Parti socialiste (Section française de l'internationale ouvrière) arrive en tête aux élections de 1936 avec 1 800 000 voix. La SFIO compte des centaines de milliers d'adhérents, moins militants que ceux du PC.

Le Parti communiste (Section française de l'Internationale communiste) recueille 1 400 000 voix : le double de son score de 1932. Il compte 163 000 membres en mai 1936, dont 38 000 jeunes communistes. En août 1936, il en aura 300 000 dont 80 000 JC et, en octobre 1936, 380 000 dont 100 000 J.C.

La CGT, née de la réunification de la CGTU dirigée par le PC, et de la CGT, dirigée par la SFIO, passe de 1 million de membres avant les grèves de juin 36 à 2,5 millions de syndiqués en juin et 5 millions de syndiqués en 1937. Les deux tiers des dirigeants sont à la SFIO, un tiers au PC.

L'extrême gauche, trotskystes et anarchistes, ne compte que quelques centaines de militants, et ne jouera aucun rôle au niveau national.

LES ACQUIS DE JUIN 36

Les congés payés. Deux semaines hors des usines et des bureaux, en conservant son salaire. Cela apparut à l'époque comme une véritable révolution. Des travailleurs purent pour la première fois de leur vie quitter leur quartier, leur ville, voir la mer ou la montagne. Il faut savoir cependant que, même durant la période de relative prospérité des années 1960, jamais plus de la moitié de la population française ne partira en vacances.

Les 40 heures. L'instauration de la «semaine des deux dimanches», comme on disait à l'époque. C'est la mesure qui a été remise en cause le plus tôt, par le système des heures supplémentaires obligeant les travailleurs à venir le samedi.

Les conventions collectives. En 1934, 4% seulement des travailleurs en bénéficiaient, les contrats de travail étaient conclus individuellement. Désormais, ils seront conclus collectivement par des négociations avec les syndicats.

Les délégués ouvriers. Leur rôle est officiellement reconnu pour «présenter à la direction les réclamations individuelles relatives à l'application du Code du travail et autres lois et règlements concernant la protection ouvrière, l'hygiène et la sécurité». Ce sont à l'époque des délégués élus par atelier. Ensuite, les délégués se multiplieront, mais la représentation ouvrière sera de plus en plus le monopole des syndicats.

L'augmentation des salaires fût souvent très supérieure à celles de 7% à 15% accordées par les Accords Matignon. Dans certaines petites entreprises, où les salaires étaient très bas, ils furent parfois doublés et triplés.

- 13

LES LEÇONS DE JUIN 36

Les mouvements victorieux de Juin 36 et le gouvernement de Front populaire ont soulevé d'immenses espoirs parmi les travailleurs. Pourtant cette expérience s'est conclue par la répression contre le mouvement ouvrier, la guerre et le régime vichyste.

Ces événements ont montré la force de la classe ouvrière en lutte. Les concessions du patronat ont été au niveau de la peur devant la puissance des travailleurs. Les occupations d'usines étaient massives : tous les travailleurs y participaient, avec interdiction de quitter les lieux sans autorisation

du comité de grève.

Juin 36 a montré une fois de plus qu'il n'est pas possible de gérer l'État bourgeois au profit des travailleurs. Léon Blum lui-même dira qu'il a été le «gérant loyal» du capitalisme. Il a manqué à la classe ouvrière un parti révolutionnaire décidé à abattre l'appareil d'État bourgeois. Si le PC n'a pas directement géré l'État comme il le fera plus tard de 1944 à 1947, puis en 1981, il a néanmoins soutenu le gouvernement.

Juin 36 marque aussi le passage du PC dans les rangs des partis nationaux responsables, avec son adoption du drapeau tricolore et de slogans nationalistes, qui débouchera sur sa participation à la guerre dans la Résistance (après le bref intermède du Pacte germano-soviétique).

Peut-on dire que Juin 36 a été une «occasion révolutionnaire manquée»? Trotsky écrit à cette époque : «*La révolution française a commencé*»... Pourtant Juin 36 vient après le triomphe du stalinisme en URSS, du nazisme en Allemagne, du fascisme en Italie, c'est-à-dire après une série de très graves défaites ouvrières, au moment où la grande vague révolutionnaire qui suivit la Première Guerre mondiale retombait. Le rapport de forces international était donc très défavorable aux travailleurs, et la politique du PC a été en partie la conséquence du stalinisme, puisqu'il était alors étroitement subordonné à l'Internationale dirigée par le Kremlin.

On peut noter aussi que, si les travailleurs ont souvent dépassé les consignes syndicales, il ne s'est formé aucune fraction révolutionnaire significative à la gauche du PC; les groupes trotskystes n'ont pas réussi à gagner de l'audience, et sont restés des groupuscules beaucoup moins influents qu'aujourd'hui. Tous ces éléments donnent à penser que Juin 36, malgré sa force, n'a pas représenté un mouvement révolutionnaire comme ceux qui se développèrent en Russie, en Allemagne et en Italie au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Néanmoins, Juin 36 a marqué la conscience ouvrière pendant une longue période : chaque travailleur a pu mesurer la puissance de la grève générale. Juin 36 a aussi été pour la première fois en France une atteinte à la propriété des patrons et à leur droit divin au sein de l'entreprise avec les occupations. Malgré la contre-offensive patronale, les rapports entre patrons et salariés ont été profondément et durablement transformés par Juin 36.

Combat communiste n° 111, mai 1986

